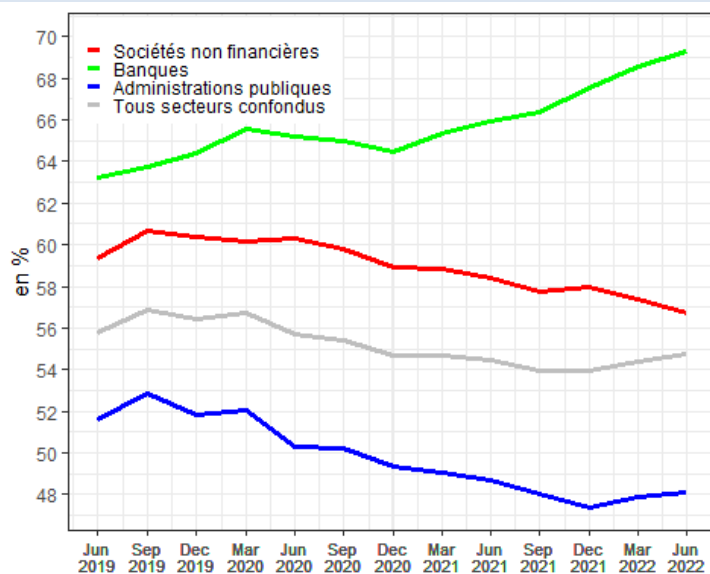


Émission et détention de titres français au 30 juin 2022

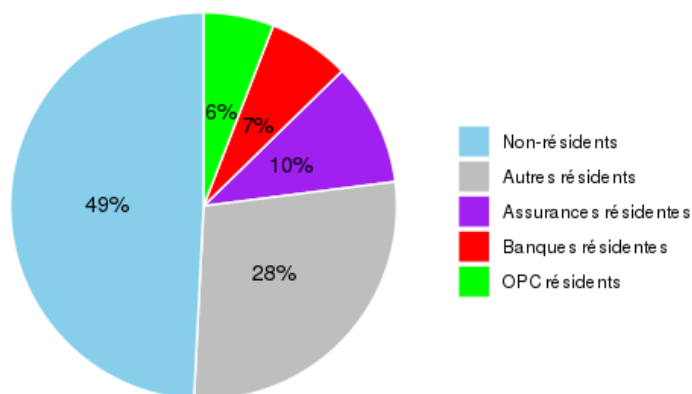
La dette à long terme française reste majoritairement détenue par les non-résidents

- Au deuxième trimestre 2022, les remboursements de titres de dette français ont excédé les émissions de 14 Mds €, principalement du fait des administrations publiques et des banques (pour respectivement 13 et 8 Mds). En cumul sur quatre trimestres, au contraire, les émissions sont supérieures aux remboursements de 136 Mds €.
- Les non-résidents vendent 17 Mds € de titres français au deuxième trimestre. En cumul sur quatre trimestres, les achats totaux sont supérieurs aux ventes de 79 Md€.
- Au 30 juin 2022, la part des non-résidents dans la détention de titres de dette de long terme s'établit à 54,8 %, après 54,4 % fin mars 2021. La hausse de cette part se poursuit pour les titres émis par les banques et les administrations publiques tandis que celle des sociétés non financières continue de diminuer.

Graphique 1 : Détention par les non-résidents de la dette de long terme (par secteur émetteur résident)



Graphique 2 : Répartition par secteur détenteur des titres émis par les résidents (dettes totales et actions cotées) à fin juin 2022



Les statistiques commentées dans le présent document sont élaborées par la Direction générale des statistiques, des études et de l'international de la Banque de France (direction de la balance des paiements). Les données relatives aux émissions sont établies à partir des déclarations des émetteurs et celles relatives aux détenteurs par les déclarations des teneurs de compte conservateur. Pour en savoir plus sur l'activité de tenue de compte – conservation de titres : <https://www.banque-france.fr/statistiques/parution-reference-name/conservation-de-titres>

Le long terme correspond aux émissions d'une durée initiale supérieure à un an.

Les données présentées ici sont susceptibles d'être révisées en fonction des corrections et compléments de collecte trimestriels et annuels.

Tableau 1 : ÉMISSIONS DE TITRES PAR SECTEUR ET PART DES NON RESIDENTS DANS LEUR SOUSCRIPTION

(Encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut	Émissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents	Emissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents
	Fin juin 2022	Cumul 4 trimestres		T2 2022	
TOTAL	7 046	135	79	-6	-17
TITRES DE DETTE (1)	4 697	136	78	-14	-18
Sociétés non financières	703	5	-15	-3	-6
Administrations publiques (4)	2 544	107	49	-13	-2
<i>dont émissions de court terme (4)</i>	213	-57	-30	-29	-17
<i>dont État (4)</i>	2 225	114	58	-2	12
Banques (2)	1 208	1	24	-8	-14
<i>dont garanties par des actifs affectés</i>	283	6	8	7	4
<i>dont émissions de court terme</i>	165	-30	-22	-18	-24
Institutions financières non monétaires (3)	242	24	20	10	5
ACTIONS COTÉES (1)	2 350	-1	1	8	1

- (1) L'encours des titres de dette est exprimé en valeur nominale, celui des actions en valeur de marché. Les flux d'achats/ventes sont exprimés en valeur de transaction.
(2) Hors impact des opérations internes aux groupes bancaires et y compris les émissions des sociétés de financement.
(3) Les institutions financières non monétaires émettrices regroupent notamment les assurances, les organismes de titrisation, les fonds communs de créance, les entreprises d'investissement.
(4) Émissions nettes totales, non consolidées (pas de rapprochement possible de ce fait avec l'encours de titres pris en compte pour la mesure de l'endettement public selon le Traité de Maastricht).

Tableau 2 : PART DES ÉMISSIONS FRANÇAISES DANS LA ZONE EURO

(valeurs nominales, encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut de la ZE	Part de la France dans l'encours de la ZE	Émissions brutes cumulées sur 4 trimestres. Fin juin 2022		Part de la France dans les émissions brutes de la ZE cumulées sur 4 trimestres	
	Fin juin 2022		France	Zone euro	Fin juin 2022	Fin juin 2021
TITRES DE DETTE	20 693	23%	2 605	8 241	32%	32%
Sociétés non financières	1 640	43%	285	649	44%	41%
Administrations publiques	10 548	24%	1 028	3 011	34%	32%
Banques	4 691	26%	1 119	2 588	43%	44%
<i>dont émissions de court terme</i>	414	40%	936	1 771	53%	53%
Institutions financières non monétaires	3 815	6%	174	1 992	9%	9%

Source et réalisation : DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL

